

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

### **Le mouvement largement suivi**

Le Quotidien d'Abidjan - mardi 12 novembre 2019

### **Le régime fait du chantage aux enseignants**

Le Quotidien d'Abidjan - mardi 12 novembre 2019

### **On veut bien croire le général Issa Coulibaly mais...**

Le Rassemblement - lundi 11 novembre 2019

## Politique

### **Le Gouvernement apporte son soutien aux commerçants pour les travaux du nouveau site**

L'essor Ivoirien - mardi 12 novembre 2019

### **Les travaux, d'un coût de 21,7 milliards de F Cfa, lancés hier par Duncan**

Fraternité Matin - mardi 12 novembre 2019

### **Les délégués départementaux en mission**

Le Mandat - mardi 12 novembre 2019

### **Goudou définit les rôles de ses lieutenants et les met en mission**

Le Rassemblement - lundi 11 novembre 2019

### **« La Côte d'Ivoire risque à nouveau de brûler... »**

Le Sursaut - mardi 12 novembre 2019

## Conjoncture économique et sociale

### **« Il aurait fallu 900 milliards de F Cfa pour un bon entretien routier »**

Fraternité Matin - mardi 12 novembre 2019



## GRÈVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

# Le mouvement largement suivi



Les hôpitaux paralysés hier

«La grève a été largement suivie sur toute l'étendue du territoire. Si rien n'est fait, nous allons continuer à continuer à observer le mouvement de grève. Et cela malgré les menaces qui pèsent sur nous ». C'est propos sont du secrétaire général du syndicat .....Kpazai. Hier, au cours de nos échanges téléphoniques, le leader syndical a fait le point de la situation et s'est dit largement satisfait de l'adhésion de ses camarades de lutte et de la majorité des professionnels de la santé. En effet, la grève a été lancée par la coordination générale de la plate-forme des syndicats de la santé, Koulaï Mangni Valentin. Dans son souci de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de vie des agents de la santé au niveau de la plateforme des syndicats de santé, la plate-forme des syndicats de la santé a fait observer effectivement le lundi 11 novembre 2019, un arrêt de travail collectif dans tous les établissements de sanitaires publics, sur toute l'étendue du territoire national, avec observation du service minimum dans certains services des établissements de santé tels que le CHU de Cocody, Treichville les hôpitaux généraux Selon Kpanzai Hubert, secrétaire général des ex-agents défilés de la santé, la grève a été effectivement suivie. Soit à plus de 70% ? Pour lui, le régime veut inféoder les syndicats à des mouvements politiques. «On nous demande de prendre part à la journée d'hommage au premier ministre Amadou Gon, comme si l'on ignorait qu'un syndicat doit être distant du politique. Nous avons refuse cette main tendue des dirigeants politiques. Certes certains mouvements syndicaux ont mordu à l'hameçon, mais pas nous », a déclaré. Il est bon de noter que c'est à la suite d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 07 septembre dernier, à l'Institut national d'Hygiène publique de Treichville que la décision d'observer un mouvement de grève a été prise sous la houlette des syndicats membres de la plate-forme des syndicats de la santé. Un préavis de grève a donc été signé le 27 mai 2019. C'est ce préavis de grève qui a pris effet depuis hier.

DE GBALLOU



## GRÈVE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF

# Le régime fait du chantage aux enseignants



Le régime Ouattara fait du chantage aux enseignants "RHDP" pour diviser la corporation.

Chaque année, le système éducatif ivoirien est paralysé par les grèves récurrentes des enseignants. La plupart de ces grèves ont pour eux la revendication des indemnités de logement, le paiement des primes de surveillance des examens et de la suppression des emplois d'instituteurs recrutés avec le BEPC. En cette rentrée scolaire 2019-2020, le régime met en garde tous les enseignants d'obéissance RHDP de suivre la mouvance de leurs collègues, mais de s'abstenir de prendre part aux grèves récurrentes. Ces consignes leur ont été dites par Kouyaté Abdoulaye, député de Lakota et par ailleurs chef de cabinet de la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle et aussi président national de l'Union des enseignants Rhdp (UE-RHDP). C'était le samedi 9 novembre dernier lors d'une cérémonie de remise de 300 tables-bancs à la communauté éducative de Lôh-Djiboua à la mairie de Hiré. « Il ne faut pas que les gens vous utilisent cette année, pour régler des problèmes personnels. Dans peu de temps, ils viendront parcourir les écoles pour vous faire miroiter des promesses intenable, en vue de vous pousser à des grèves qui n'ont aucun sens. Ne cédez pas aux chants des oiseaux de mauvais augures », a-t-il exhorté. Selon le chef de cabinet du la ministre de l'Éducation nationale, toutes les grèves observées au cours de ces huit dernières années, sont toutes des grèves illégales. Elles ont eu lieu parce que les opposants actuels au pouvoir de Ouattara ont décidé de se servir de l'école pour fragiliser l'œuvre colossale abattue par le régime. « Le pouvoir Ouattara a assez fait pour la communauté éducative. D'ailleurs, la ministre Kandia Camara en accord avec la mutuelle des enseignants (Mupemenet-ci) vient d'engager pour la communauté éducative un projet de 100.000 logements pour tous. Faisons-en sorte que les efforts consentis aboutissent aux résultats attendus », a-t-il indiqué.

Poursuivant, le responsable des enseignants "RHDP" a également a révélé que Kandia Camara vient de recevoir tous les syndicats du système éducatif pour des discussions détendues. « Au vu de tout ce qu'elle fait pour l'école, je souhaite que cette année scolaire 2019-2020, qui coïncide avec l'élection présidentielle de 2020, soit une année de trêve syndicale. Evitons d'être le fusil de combat des hommes politiques durant cette année scolaire », a-t-il conseillé. Faut-il comprendre que les enseignants "RHDP" ont tous vu leur indemnité de logement, leur paiement de leurs primes de surveillance des examens acquittés ? Aussi des militants "RHDP" sont pourront-ils avoir accès au CAFOP avec le BEPC ? Tous ces propos laissent apparaître dire que le régime refuse d'améliorer les conditions de vie des enseignants. Le chantage est tout simplement son arme pour diviser les enseignants pour réussir à mieux régner.



## Concours transparents

# On veut bien croire le général Issa Coulibaly mais...

Le samedi 09 novembre 2019, au lycée moderne Nimbo de Bouaké, ont été lancées officiellement les épreuves des concours administratifs 2019. C'est la première fois que le ministère de la Fonction publique organise une telle cérémonie à l'intérieur du pays. Pour cette session, ce sont au total 406 concours qui sont ouverts pour 14.939 postes budgétaires. Pendant un mois, les candidats composeront les samedi et dimanche sur 61 sites répartis dans sept (7) villes retenues. Il s'agit, outre Abidjan, des villes de Bouaké, Daloa, Gagnoa, Abengourou, Korhogo et Yamoussoukro. Cette déconcentration vise à rapprocher l'administration des administrés et à réduire ainsi les déplacements onéreux vers Abidjan, pour les candidats de l'intérieur du pays. A cette occasion, le directeur de cabinet dudit ministère, Oka Kouadio Séraphin, qui représentait le ministre Issa Coulibaly, a rassuré les 100.000 candidats quant à la transparence du déroulement de cette session, les mettant ainsi en garde contre toute fraude ou tentative de fraude: "un important dispositif est mis en place par le ministère de la Fonction publique pour crédibiliser l'organisation des concours. En effet, grâce au numérique, tout le processus des concours, des inscriptions à la proclamation des résultats, a pu être crédibilisé. Cela a permis de réduire considérablement l'intervention humaine et de juguler ainsi les éventuelles velléités de fraude", a-t-il révélé, prévenant que "Mon-sieur le ministre est très clair et entend ne pas transiger. Tous ceux qui seront pris en flagrant délit de fraude dans les concours de la Fonction publique seront sanctionnés. C'est pourquoi, des campagnes de sensibilisation sont menées auprès des candidats et des parents pour leur faire admettre que le meilleur réseau pour être admis reste le travail et une bonne préparation". Parlant toujours de la crédibilité de ces tests, Oka Amani a indiqué l'instauration des compositions assistées par ordinateurs, qui sont des compositions qui se font sur un ordinateur en lieu et place de copies de compositions. Des dispositions de surveillance prises pour éviter la fraude, avec des mises en garde sévères, voilà qui traduit l'intention du ministère de la Fonction publique d'inculquer la notion de mérite aux postulants. Mais, tout en saluant cette volonté, l'on a toujours du mal à croire que, véritablement, il peut s'organiser en Côte d'Ivoire, un concours sans corruption, tant l'interventionnisme dans ce secteur est devenu comme un mode de vie, voire une religion. C'est pourquoi, cet élan de transparence doit s'accompagner d'une forte dose d'intégrité des organisateurs desdits concours. Surtout, que certaines pesanteurs s'estompent pour permettre au ministre d'aller jusqu'au bout. Mais, comment y arriver, quand on sait que les délibérations

sont secrètes et que les agents qui s'en occupent sont aux ordres ? Et si on y associait des religieux, des hommes de médias, des acteurs de la justice et des droits de l'Homme qui suivraient le processus depuis les salles de compositions jusqu'à la proclamation des résultats définitifs, comme cela se fait aux élections ? L'Ivoirien nouveau dont rêve ardemment Alassane Ouattara devrait commencer par-là, à savoir un Ivoirien méritant, intègre, travailleur, rigoureux. C'est possible, à condition de le vouloir, en commençant par la tête. Parce que, tant que ceux qui sont en charge seront soumis à des pressions, et tant que ces derniers seront réceptifs aux enveloppes que leurs proposent des intermédiaires, ce serait peine perdue. Un concours n'est pas un examen où il suffit d'avoir la moyenne requise pour être admis, au regard du nombre de place très limité généralement. Et c'est cela qui suscite les intentions de dessous de table auxquels, des décideurs résistent rarement, chacun voulant s'enrichir très vite, par le gain facile. Il est clair, au demeurant, que le problème ne se pose pas véritablement dans les salles de composition mais au niveau des instances de décision. Il est grand temps que "Monsieur Mérite" remplace "Madame corruption" ! A demain !

**MASS DOMI**

Yamoussoukro / après la destruction du marché Môfêtè et des magasins / Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, était le weekend sur les différents sites détruits pour cause des travaux de réhabilitation de la voirie de la capitale politique et administrative.

## Le Gouvernement apporte son soutien aux commerçants pour les travaux du nouveau site



Souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce et de l'Industrie était ce week-end sur les différents sites détruits.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, était le weekend sur les différents sites détruits pour cause des travaux de réhabilitation de la voirie de la capitale politique et administrative. L'émissaire du chef du Gouvernement, Amadou Gon Coulibaly, Souleymane Diarrassouba était porteur d'un message de compassion, mais surtout de sensibilisation pour faire comprendre aux victimes le danger qu'ils couraient en s'installant sur les caniveaux, dans les domaines publics. De fond en comble, le ministre du Commerce accompagné de l'autorité préfectorale, le Secrétaire général, Coulibaly Yaya, était sur les ruines des sites détruits. A commencer par le marché Môfêtè, la mosquée sénégalaise et les abords la voie qui part du carrefour de la compagnie UTB aux 220logts. Pour Souleymane Diarrassouba, c'est avec le cœur meurtri qu'il avait appris la nouvelle pendant qu'il

était hors du pays. Car le marché pour lui, représente un lieu essentiel des activités commerciales des hommes et des femmes. C'est l'un des poumons de l'économie ivoirienne. Ce sont les fruits de ces activités qui permettent à chacun de scolariser ses enfants et de soutenir sa famille. Il a ajouté également que le marché participe au développement de la Côte d'Ivoire en général et de chacune des régions en particulier. Mais pour l'exercer, il faut être dans un environnement sain. La construction des marchés doit obéir à la norme. Ayant donc appris le déguerpissement des commerçants de Môfêtè, en sa qualité de ministre de tutelle, il est venu compatir à la douleur des victimes. En ces circonstances pareilles a-t-il dit, le président de la République et le gouvernement du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, l'ont chargé d'apporter un soutien aux victimes pour la reconstruction du nouveau site avec la somme de 10 millions de F CFA. Aux commerçants installés le long du boulevard principal appelé la A3. Après le déguerpissement, le ministre a attiré l'attention des uns et des autres sur le risque du danger qu'ils courent. Tout en leur demandant d'accepter de quitter ces lieux en attendant la réhabilitation du nouveau site dont les travaux sont très avancés. Aux doléances des commerçants traduits par leur président Doumbia Ismaël, à savoir, l'électrification, l'adduction en eau potable, le ministre du Commerce les a rassurés : « Vos doléances sont prises en compte par le premier Ministre et le ministre des Infrastructures Economiques, Amédée Kouakou. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Gouvernement m'envoie vers vous pour recenser vos préoccupations. Considérez déjà ces doléances comme un acquis », a consolé le ministre Diarrassouba. Expliquant le bien-fondé de la réhabilitation de la voirie de la capitale politique dont les travaux ont été lancés par le chef de l'Etat lui-même le 18 septembre dernier, en présence de toute la population, c'est dans le but de satisfaire à leur demande. Ces travaux de réhabilitation dit-il, c'est pour le bonheur de tous, et ils ne sont pas dirigés contre quelqu'un. Ils sont exécutés pour l'assainissement de l'environnement, tout en tenant compte de la direction de l'eau. Et pour y arriver il faut détruire toutes les habitations sur les emprises des voiries, sur les caniveaux pour offrir un environnement sain aux populations. Il a aussi précisé que chacune des régions du

pays sera dotée d'un marché qui répondra à la norme et des études ont été déjà faites. Il sera construit des centres de groupage, des marchés de gros dans la capitale de chaque région sur toute l'étendue du territoire pour occuper les jeunes. Souleymane Diarrassouba a saisi l'opportunité pour sensibiliser les commerçants à se faire identifier à travers la carte de commerçant qui leur offre beaucoup de possibilités et d'intérêts dans l'exercice de leurs activités. Le nouveau site, sis sur l'axe Oumé, a une superficie de 35ha dont 4ha sont en chantier pour relocaliser ces commerçants du marché Môfêté.

## **OUATTARA AHMED**

Ouverture de l'embouchure du fleuve Comoé / Le vice-Président de la République a donné, lundi à Grand-Bassam, le top départ du chantier en présence du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et de plusieurs membres du gouvernement.

## Les travaux, d'un coût de 21,7 milliards de F Cfa, lancés hier par Duncan



Le vice-Président, le Premier ministre et l'ensemble des autorités présentes ont donné le premier coup de pelle de chantier qui va durer 22 mois.

Dans un peu moins de deux ans, les eaux du fleuve Comoé vont pouvoir se déverser dans l'océan Atlantique en période de crue. La bande de terre séparant la lagune Ébrié de la mer fera place, dans les mois à venir, à une digue, large de 80 mètres et bordée de deux épis de protection de 140 et 210 mètres de longueur, qui servira d'exutoire. Hier, au lancement des travaux d'ouverture de l'embouchure de la Comoé à Grand-Bassam, le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, qui présidait la cérémonie, a indiqué que le projet, cofinancé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), le Fonds de l'Opep pour le développement international (Ofid) et l'État de Côte d'Ivoire, va coûter 21,7 milliards de F Cfa. Il sera exécuté par la Société générale des travaux du Maroc (Sgtn). « L'ouverture de l'embouchure du fleuve Comoé s'inscrit dans le cadre du Projet de sauvegarde et de valorisation de la baie de Cocody et de la Lagune Ébrié (Pabc). Le projet a pour objectif d'améliorer le renouvellement des eaux de la lagune Ébrié en favorisant l'échange entre la mer et la lagune et évacuer les eaux et les apports du fleuve Comoé vers la mer », a fait savoir le vice Président qui avait à ses côtés le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et une dizaine de membres du gouvernement. **Un projet pour atténuer les aléas des inondations et de l'érosion côtière.** Le ministre de l'Environnement et du Développement durable (Minedd), Joseph Séka Séka, dont le département assure la maîtrise d'ouvrage du projet, a noté qu'outre les objectifs énumérés par le vice-Président, l'ouverture de l'embouchure de la Comoé permettra, en aval et en amont du côté d'Alépé et de Grand-Lahou, d'atténuer les aléas des inondations et de l'érosion côtière. Dans son discours de bienvenue, le maire de la commune de Grand-Bassam, Jean-Louis Moulot, s'est félicité de

l'intérêt qu'accordent le Président de la République, Alassane Ouattara, et le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, à la ville historique de Grand-Bassam, première capitale de la Côte d'Ivoire. « Nous exprimons notre infinie reconnaissance au Président de la République pour les efforts inlassables qu'il ne cesse de déployer pour permettre à notre ville de jouir pleinement de son potentiel. Et ce, à travers la réalisation d'infrastructures de qualité, que sont le Vitib, le lycée scientifique Alassane Ouattara de l'amitié sino-ivoirienne, l'autoroute Abidjan-Bassam et l'ouverture définitive de l'embouchure », a relevé l'élu de la cité patrimoine mondial de l'Unesco. Pour Jean-Louis Moulot, le projet d'ouverture de l'embouchure sera un levier important de l'économie de Grand-Bassam. « Nous sommes tributaires de la richesse de la lagune et de la mer. Elles participent de la définition de nos identités de peuples lagunaires et maritimes. Elles sont un élément primordial de notre sécurité alimentaire et permettent de développer des activités touristiques », a-t-il égrené. Avant d'ajouter que le projet a également pour avantages de juguler le phénomène d'eutrophisation de l'écosystème lagunaire, de favoriser la régénération des ressources halieutiques, d'accélérer la disparition des végétaux aquatiques envahissants, et de détruire les habitats des moustiques vecteurs du paludisme et d'autres maladies tropicales.

### Le Pabc, un projet structurant de 282 milliards de F Cfa.

Le projet de sauvegarde et de valorisation de la baie de Cocody et de la Lagune Ébrié (Pabc), dont l'ouverture de l'embouchure de la Comoé est une composante, est une initiative conjointe du gouvernement ivoirien et du Royaume du Maroc. Il a vu le jour en 2014 dans le cadre de la mise en œuvre des activités de développement et d'émergence de la Côte d'Ivoire. Le Pabc est financé par l'État de Côte d'Ivoire avec l'appui des bailleurs de fonds arabes (Bid, Badea, Ofid, Fonds koweïtiens) pour un coût global estimé à 282 milliards de F Cfa. Quant aux travaux d'ouverture de l'embouchure, ils portent sur des terrassements et des dragages, la mise en place de géotextile et la réalisation des ouvrages de protection des parois de l'exutoire. Le projet comprend deux ouvrages de calibrage et deux digues en enrochement protégés par une carapace en blocs artificiels. Pour Abdelmalek Kettani, ambassadeur du Royaume du Maroc en Côte d'Ivoire, ce projet iconique et emblématique découle d'une vision



Amadou Gon Coulibaly a été fait citoyen d'honneur de la ville historique de Grand-Bassam par le maire Jean-Louis Moulot (à gauche).

commune de développement du Roi Mohamed VI et du Président Alassane Ouattara. « Il illustre parfaitement l'amitié séculaire qui unit la Côte d'Ivoire au Maroc et est un bel exemple de la coopération Sud-Sud », s'est félicité le diplomate chérifien. Outre les berges de la baie de Cocody et l'ouverture de l'embouchure du fleuve Comoé, le Pabc projette également, entre autres, de construire un bassin écreteur à Williamsville, un pont à haubans reliant Cocody au Plateau, et de réaménager le carrefour de l'Indénié.

## **GERMAIN GABO**





RHDP région du Bélier / La salle de réunion de la mairie de Toumodi, a refusé du monde, dimanche 10 novembre, lors de la réunion de présentation du bureau de la coordination régionale RHDP du Bélier.

## Les délégués départementaux en mission



La salle de réunion de la mairie de Toumodi, a refusé du monde, dimanche 10 novembre, lors de la réunion de présentation du bureau de la coordination régionale RHDP du Bélier. Cette rencontre politique, qui a vu la participation des forces vives et autres acteurs politiques de la région, s'est déroulée en présence de la coordonatrice régionale du Bélier, la ministre Raymonde Goudou Coffie, du coordonnateur associé, N'Dri Germain, maire de Tiébissou par ailleurs directeur exécutif Adjoint, chargé du monde rural, de la sénatrice du Bélier, Tamini Adjoua N'Goh Louise, ainsi que des délégués départementaux venus des différentes localités du Bélier. « Information, présentation des délégués, organisation de la coordination régionale, feuille de route des coordinations, nomination des différentes structures et le grand rassemblement à Yamoussoukro », ont constitué les points à l'ordre du jour, de la réunion préparatoire de Toumodi. Au regard de l'adage « qui veut aller loin, ménage sa monture », les militants Rhdp du Bélier, s'activent, pour la victoire en 2020, de leur parti politique, au terme du scrutin présidentiel. Les délégués départementaux, ont reçu dimanche dernier, leurs différentes feuilles de route, et été mis en mission, pour porter à la base, le message de la mobilisation. La coordonatrice régionale du Bélier, Raymonde Goudou Coffie, dans son adresse, a signifié que le rendez-vous de la cité de l'agouti, demeure primordial. « La rencontre d'aujourd'hui (ndlr), est capitale et très décisive pour notre coordination. Elle va permettre aux délégués d'être en mission. Une mission essentiellement orientée dans la dynamique de la victoire. En allant multiplier les rencontres avec les autres structures de base, pour leur expliquer, les grandes décisions arrêtées par le séminaire Rhdp, qui s'est tenu les 11 et 12 octobre

dernier à Yamoussoukro. C'est ensemble que nous devons porter la flamme de la victoire de notre parti. Notre pays a besoin de paix pour son développement. Et c'est ce que le président Ouattara recherche pour les Ivoiriens. C'est à dire, un mieux être, pour chacun de nous. Ensemble, soutenons la politique de développement du président Alassane Ouattara. » a-t-elle déclaré. La sénatrice du Bélier, Tamini Adjoua N'Goh Louise, à son tour, s'est réjouie, de l'entente et l'amour qui règnent au sein de la coordination régionale Rhdp de la région du Bélier : « Je suis très contente, que vous ayez compris le sens de notre combat commun. Je sais qu'il y a l'entente, l'union dans la région du Bélier. La semaine dernière, j'ai fait le point au président de la République Alassane Ouattara. Ce que je vous demande, c'est de continuer à sceller cette union. Tous les militants Rhdp du Bélier, doivent se mettre autour de la ministre Raymonde Goudou pour faire triompher la machine RHDP, dans notre région. » a-t-elle conseillé. Docteur Kouamé David, départementale RHDP de Tiébissou, comme ses pairs, s'est dit engagé pour les futures batailles. « Nous sommes engagés, à l'implantation du Rhdp dans nos zones. A Tiébissou, en ce qui me concerne, mes collaborateurs et moi, travaillons à mobilisation tous azimuts des militants. Nous continuons la sensibilisation, sur la nécessité d'établir les documents électoraux, afin de voter massivement le candidat du RHDP. On travaille également, à l'enrôlement des militants et nous les inculquons les fondamentaux et la philosophie de l'houphouétisme. »

**JOSEPH KOUAKOU**

Toumodi / Réunion décisive du RHDP

## Goudou définit les rôles de ses lieutenants et les met en mission



*La ministre Raymonde Goudou a échangé hier avec ses lieutenants*

Yamoussoukro où "tout l'espace du grand meeting prévu devra être couvert de monde". De plus, elle s'est permise d'interpeller ses frères militants qui sont restés au PDCI-Daoukro : "Il y a une faille dans cette plateforme qui peut-être va faire se retourner le président Houphouët-Boigny dans sa tombe. C'est une véritable alliance contre-nature. On ne peut pas être fier d'une mobilisation alors qu'on est conscient qu'elle est contre nature. La nôtre sera une mobilisation normale. Ce ne sont pas les enfants d'Houphouët-Boigny qui étaient là-bas".

**SOSTHENE DO**

La salle de mariage de la mairie de Toumodi a refusé du monde le dimanche 10 novembre 2019. Et pour cause. La coordonatrice RHDP régionale du Bélier, Raymonde Goudou, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public a convoqué les inconditionnels du parti cher au président Alassane Ouattara pour repenser l'organisation de la coordination régionale et définir les différents rôles des nouveaux délégués départementaux, sous-préfectoraux et communaux nommés par le président de ladite formation politique, selon naturellement les indications de la direction exécutive du RHDP. Raymonde Goudou était entourée de la sénatrice du Bélier Tamini Adjoua N'Go Louise, du maire N'Dri Germain et du professeur Kouassi Mermoz, tous coordonnateurs régionaux associés. Devant un auditoire entièrement acquis à la cause du RHDP et de son président Alassane Ouattara, Goudou a précisé l'ordre du jour qui se résumait essentiellement en 08 points, les divers inclus, à savoir les informations, la présentation des délégués, l'organisation de la coordination régionale, les feuilles de route des délégations, les nominations des différentes structures, la présentation du secrétariat permanent, le grand rassemblement du RHDP les 06 et 07 décembre 2019 à Yamoussoukro. Si le maire N'Dri Germain a lu les points de diligence émanant de la Direction exécutive, la sénatrice Tamini s'est félicitée de l'union, l'entente parfaite et la discipline qui caractérisent les militants du RHDP. La ministre Goudou Raymonde a développé les différents centres d'intérêt de cette importante cérémonie et s'est attardée sur le prochain grand rassemblement de



GUILLAUME SORO PRÉVIENT / « Voilà ce qui se cache derrière la vitrine Ouattara »

## « La Côte d'Ivoire risque à nouveau de brûler... »



Le vendredi 8 novembre 2019 à la Chatham House à Londres au Royaume-Uni, le Président de Générations et Peuples Solidaires (GPS) a fait une communication décrivant la situation de pleine décadence de la Côte d'Ivoire, ce qui l'a conduit à se porter candidat à l'élection présidentielle de 2020. C'était au cours d'une table ronde qui a enregistré la participation des représentants du monde des affaires, des diplomates, des représentants de la société civile, des représentants des médias, des universitaires et d'experts de divers domaines. La rencontre a eu pour thème : «Élections de 2020 en Côte d'Ivoire : contestation et changement».

Mesdames et messieurs, La démocratie est en danger en Côte d'Ivoire. Il y a un story-telling répandu par le régime de M. Alassane Ouattara au pouvoir en Côte d'Ivoire, selon lequel notre pays se porterait comme un charme. C'est tout simplement un fake ! Il est temps de sortir du voile de cette propagande. Cette vitrine flatteuse entretenue par les agences de communications financées dans les médias internationaux par le gouvernement de M. Ouattara se heurte en effet à la dure réalité de l'échec indiscutable de sa politique socioéconomique : Lisons ce que disent la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International: la croissance ivoirienne est en baisse continue depuis 2016, elle est ainsi passée de 9% en 2016 à bientôt 6% en 2020 ; le taux de pauvreté des Ivoiriens est de plus de 48%, selon les mêmes institutions, soit près de la moitié des 25 millions 823 mille ivoiriens recensés en 2019 ; le PNUD

classe mon pays, selon l'IDH, à la 170<sup>ème</sup> place, parmi les plus faibles sur 189 pays, en matière de développement humain ; la Banque Africaine de Développement (BAD) basée en Côte d'Ivoire, a estimé en 2018 le taux de chômage des Ivoiriens entre 70 et 90% de la population en âge de travailler ; la perception de la corruption a gravement augmenté dans le pays, selon le rapport 2019 de Transparency International ; la Cour des Comptes, institution officielle de Côte d'Ivoire, vient d'épingler courageusement la mauvaise gouvernance du régime Ouattara, en dévoilant un déficit budgétaire injustifié de plus de 103 milliards de Francs CFA, etc. Voilà quelques chiffres qui prouvent à suffisance que mon pays bien-aimé, la Côte d'Ivoire, va mal, et même très mal n'en déplaise aux agences de lobbying et de communication. A présent, jouons à un jeu de devinette ! Permettez-moi de vous poser quelques questions pour un champion à propos de mon pays. 1- Le saviez-vous ? Quel est le plus grand pays d'Afrique francophone dans lequel la liberté d'expression n'existe pas et qui ne possède aucun média audiovisuel privé ? C'est la Côte d'Ivoire. 2- Le saviez-vous ? Quel est le pays africain où le taux de suicide de la population est le plus élevé et le 5<sup>ème</sup> pays au plus fort taux de suicide au monde selon l'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, dans un rapport publié en septembre 2019 ? C'est la Côte d'Ivoire. 3- Le saviez-vous ? Dans quel pays africain le Président de la République a nié pendant longtemps l'existence de prisonniers politiques, avant d'en libérer tout d'un coup plus de 1000 par ordonnance d'amnistie le 6 août 2018, tout en laissant d'autres centaines de prisonniers dans ses cachots ? C'est la Côte d'Ivoire. 4- Le saviez-vous, dans quel pays d'Afrique francophone a des pratiques de parti-Etat où tout haut cadre de l'administration qui n'est pas membre du parti au pouvoir est viré de son poste, et dans quel pays limoget-on à outrance tout cadre important de l'administration qui adhère à un parti d'opposition ? C'est la Côte d'Ivoire. 5- Le saviez-vous ? Dans quel pays africain un député a-t-il été jeté en prison pour avoir publié un tweet ? C'est en Côte d'Ivoire. 6- Le saviez-vous ? Dans quel pays d'Afrique francophone la presse du pouvoir n'hésite pas à porter contre l'opposition des accusations délirantes de jihadisme sans le moindre début d'une preuve ? Oui, Mesdames et Messieurs de la Chatham House, Mon pays la Côte d'Ivoire risque à nouveau de brûler : des militants de l'opposition y sont régulièrement menacés, bastonnés, kidnappés, arbitrairement emprisonnés, et même parfois assassinés, tel le jeune Noël Soro Kognon, tué le 7 juillet 2018 à Korhogo par des militants du parti de M. Ouattara pour

avoir participé à une simple réunion associative, ou le jeune Coulibaly Lanciné, tué par les partisans de M. Ouattara le 14 octobre 2018 à Abobo ; les principaux syndicats de magistrats et d'avocats de Côte d'Ivoire se sont publiquement plaints des immixtions illégales et illégitimes du pouvoir Ouattara dans le fonctionnement de la justice ; les organisations de la société civile et les partis politiques de l'opposition y sont régulièrement traqués, harcelés, privés de leurs droits constitutionnels, empêchés de se réunir, mis à l'index dans l'opinion, menacés de représailles diverses, les leaders de l'opposition, tel moi-même, sont régulièrement menacés de coups et blessures, d'emprisonnements arbitraires, de procès en sorcellerie, et même d'assassinat par les officines et militants stipendiés du pouvoir Ouattara ! Derrière la vitrine Ouattara voilà ce qu'est devenu la Côte d'Ivoire. Vous avez bien entendu. Je ne parle pas de la Gambie de Yahya Jammeh mais de la Côte d'Ivoire. Oui, mon pays, la Côte d'Ivoire risque à nouveau de brûler parce que le Président Ouattara, au mépris de l'histoire institutionnelle de notre nation, a décidé de s'octroyer le contrôle absolu de la Commission Electorale, dans laquelle il a essentiellement et unilatéralement nommé des membres et des obligés de son parti et de son régime ! Faisant fi d'une condamnation de la Cour Africaine des droits de l'Homme et des Peuples en date du 18 novembre 2016, le régime Ouattara fonce en effet tête baissée vers une énorme mascarade électorale en 2020, en piétinant les principes d'équité, de transparence, de confiance et de compétence qui doivent présider à toute organisation électorale dans nos jeunes démocraties. Mon pays risque à nouveau de brûler – et ne me dites pas que je n'ai pas tiré la sonnette d'alarme à temps-, parce que le Conseil Constitutionnel, l'institution supposée énoncer le droit en dernière instance en Côte d'Ivoire est de nouveau confisquée par le pouvoir Ouattara et à ses ordres exclusifs. Mon peuple manque ainsi du recours et du secours pourtant indispensables d'une justice indépendante et rigoureuse. Bien sûr, pour masquer toute cette dérive dictatoriale, M. Ouattara finance à coups de millions d'euros des cabinets de lobbying qui polissent son image. Mais la lumière finit toujours par vaincre les ténèbres. Oui, Mesdames et Messieurs les membres de la Chatham House, Mon pays risque à nouveau de brûler parce si nous invitons Sherlock Holmes en Côte d'Ivoire, il nous indiquera les criminels dont les déclarations avouent clairement leurs crimes. Écoutez bien le Directeur Exécutif du RHDP le parti au pouvoir de Ouattara, a affirmé le lundi 28 octobre 2019 lors d'une conférence publique à Abidjan que son parti disposait de 3 millions 700 mille militants enregistrés et futurs électeurs ! Du jamais vu dans l'Histoire politique en Afrique et dans le monde, pour un pays de 25 millions d'habitants ! En effet, si l'on se souvient que l'actuelle liste électorale de Côte d'Ivoire compte environ 6 millions d'électeurs inscrits, M. Bictogo, au nom du Président de son parti, Alassane Ouattara, nous a annoncé, ni plus ni moins que la victoire assurée de leur candidat avec 62,5% des voix dès le 1er tour de l'élection de 2020 ! Le parti travailliste britannique, avec ses un peu plus de 500 000 adhérents pour près de 66 millions d'habitants ou le parti conservateur avec ses 160 000 adhérents, auraient donc tout à apprendre du parti de M. Ouattara, tout comme la République en Marche de M. Macron en France, qui ne dépasse que difficilement la barre des 400 000 adhérents, pour près de 68 millions d'habitants ! En vérité, nous assistons à l'organisation d'une vaste opération de tricherie en Côte d'Ivoire ! Jamais, au grand jamais un parti politique n'a dépassé la barre des 500 000 adhérents effectifs et non forcés en Afrique francophone ! En réalité, de toutes mes

forces, avec mon mouvement Générations et Peuples Solidaires et nos alliés, je me bats pour que mon pays ne replonge pas dans la tragédie ! Et je suis venu vous parler afin d'en appeler à chacune et chacun d'entre vous, car vous êtes issus d'une Grande Nation spirituelle, qui connaît les souffrances du Pauvre, de la Veuve, de l'Orphelin et de l'Etranger ! Voilà pourquoi je suis candidat à l'élection présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire : • Parce que j'aime mon pays et que j'ai perçu son attente de réconciliation, de justice et de prospérité partagée pour tous ses ressortissants ; • Parce que je ne puis me résoudre à voir la moitié de mes compatriotes croupissant dans la misère, alors que les gouvernants osent présenter notre pays comme un miracle des dieux ; • Parce que le combat que j'ai engagé depuis mon adolescence, avec mes compagnons de lutte, pour la justice, l'Etat de droit, le pluralisme politique et la démocratie réelle en Côte d'Ivoire mérite d'être poursuivi et consolidé par l'instauration d'institutions véritablement justes et efficaces ; • Parce que je crois au génie des jeunes, des cadres, des femmes, des paysans, des ouvriers, des hommes d'affaires, des intellectuels en tous domaines, des ingénieurs, des amis de la Côte d'Ivoire et parce que je pense qu'un cadre assaini, une proactivité redoublée peuvent placer ce pays au pinacle des succès ; • Je suis candidat à l'élection présidentielle de 2020 pour mettre fin aux pressions migratoires sauvages qui partent chaque année de mon pays la Côte d'Ivoire, pour trouver des solutions originales au fléau du chômage, pour stopper la dévastation écologique en cours dans mon pays, pour moderniser notre système éducatif et professionnel, pour transformer l'agriculture ivoirienne en un secteur optimalement performant, pour aider à l'émergence des champions économiques ivoiriens et de multinationales ivoiriennes à travers l'Afrique et le monde, pour héberger dans mon pays les capitaux les plus innovants et y enraciner une économie vivante de la connaissance ; Oui, je suis candidat à l'élection présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire parce que je crois que mon pays mérite de tourner la page critique et agitée des héritiers et opposants de l'ordre politique ancien, qui a fait son temps, et parce que je sais que l'heure de faire la politique autrement, en impliquant activement le peuple des citoyens a sonné ! Mesdames et messieurs, En cette Chatham House, je suis venu vous demander de prendre une part active dans la sauvegarde de la paix dans mon pays. Je suis venu vous demander d'aider mon pays à s'enraciner dans la démocratie et le respect de la souveraineté du Peuple, au lieu d'assister passivement à sa descente aux abîmes de la dictature qui s'y aggrave chaque jour. Une élection présidentielle aussi cruciale que celle de 2020, ne peut pas se dérouler sous la confiscation de l'institution électorale et de l'institution judiciaire par l'actuel Président de la République, M. Alassane Ouattara ! Rendez-vous compte que même le Président Laurent Gbagbo, ancien Chef de l'Etat ivoirien, actuellement en procès à la Cour Pénale Internationale à La Haye, avait accepté une Commission Electorale Indépendante consensuelle, dirigée par un opposant à son régime ! Rendez-vous compte que c'est tout le modèle électoral ivoirien conçu, soutenu, subventionné avec l'appui de la Communauté Internationale qui est aujourd'hui en péril ! N'est-il pas impératif de ne pas laisser détruire un modèle de certification électorale qui a coûté des millions d'euros aux contribuables de vos pays d'Europe et du Royaume-Uni ? La Commission Electorale actuelle va brûler la Côte d'Ivoire et tous ceux qui, de près ou de loin, auront cautionné par leur inaction un tel forfait porteront la terrible responsabilité du sang, de la sueur et des larmes des populations de mon pays ! Ne soyons pas des

médecins après la mort, encore moins des pompiers pyromanes. Défendons la démocratie, soutenons un processus démocratique équitable, sauvons ensemble l'avenir du Peuple ivoirien ! Pour qu'il y ait une véritable élection présidentielle dans mon pays, la Côte d'Ivoire, il faut de toute urgence retirer le contrôle absolu du processus électoral des mains du Président Ouattara et de l'actuelle Commission Electorale soumise à ces ordres. Avec votre soutien, cet objectif est atteignable. Notre Peuple, notre mouvement Générations et Peuples Solidaires, l'ensemble des Forces de l'Opposition Politique Ivoirienne et moi-même, espérons pouvoir compter dès ce jour sur votre engagement actif pour la sauvegarde de la stabilité, de la paix, de la justice, de la prospérité et de l'espérance en Côte d'Ivoire !

Vive l'amitié des Peuples. Mesdames et Messieurs, Je vous remercie.



Développement du réseau routier / Pierre Dimba / Le directeur général de l'Ageroute s'est prononcé sur l'état de la voirie en Côte d'Ivoire, le vendredi 8 novembre, au cours d'un panel.

## « Il aurait fallu 900 milliards de F Cfa pour un bon entretien routier »



Une augmentation de l'enveloppe réservée à l'entretien des routes devrait être envisagée. (PH : DR)

Pour avoir un bon réseau routier en Côte d'Ivoire, l'État doit redoubler d'effort en renforçant le budget consacré à l'entretien des routes. C'est ce qu'a indiqué, le vendredi 8 novembre, Pierre Dimba, directeur général de l'Agence de gestion des routes (Ageroute), par ailleurs président du conseil régional de l'Agnéby-Tiassa. C'était au cours d'un panel organisé à la faveur des journées des collectivités à la Riviera Golf. Selon l'ex-patron du Programme d'urgence de renaissance des infrastructures urbaines (Puiur), les moyens alloués à l'entretien et à la construction des routes sont insuffisants. « Il aurait fallu 900 milliards de FCfa pour un bon entretien du réseau routier, chaque année. Le déficit actuel s'élève à plus de 500 milliards. Ce qui fait que certaines routes ne peuvent pas être entretenues », a-t-il affirmé. Développant le thème "L'importance des routes dans le développement local durable et la stratégie

d'aménagement des routes dans les principales villes et régions de Côte d'Ivoire, dans le court et moyen terme", il a dressé un tableau plutôt sombre du réseau routier ivoirien. « Nous avons un réseau routier d'une superficie de 25 100 km<sup>2</sup> et d'une longueur de 82 000 km. Malheureusement, la partie bitumée ne représente pas 10%. On a à peine 7 000 km de bitume. Tout le reste est en terre, avec un climat très agressif, des périodes de pluie très longues. C'est la cause de la dégradation de nos routes », a-t-il déploré. Avant d'ajouter : « Le réseau bitumé s'est très vite développé autour des indépendances pour se stabiliser autour de 6500 km dans les années 1990. Aujourd'hui, on en est à 7000 km. En 2010, seulement 8% de ce réseau était en bon état. Depuis 2010, après des investissements intenses, on se situe autour de 35% du réseau. Nous avons environ 25% du réseau que nous devons entretenir. Sur les 7 000 km, les réseaux dégradés sont en train d'être entretenus. Il y a 500 à 600 km de nouvelles routes ». Aux dires de Pierre Dimba, les besoins en entretien de ces réseaux sont très importants. « Sur le reste du réseau en terre, autour de 75 000 km, du fait des nombreuses crises que nous avons connues, ces réseaux étaient en mauvais état. Chacun a pu en faire le constat. Aujourd'hui, nous sommes à un taux de réalisation de plus de 52%. L'objectif étant d'atteindre 80% en 2020 », a-t-il souligné. Le Dg de l'Ageroute a aussi indiqué que 4 100 ouvrages ont été, à ce jour, réalisés en Côte d'Ivoire (ponts, dalots, sites de bacs, 380 feux tricolores à travers le pays, etc). Il a, par ailleurs, relevé que l'un des défis majeurs pour une bonne qualité de la route en Côte d'Ivoire demeure la formation de cadres pour la construction de routes de qualité, à moindre coût et la consolidation du tissu de Pme ivoiriennes œuvrant dans l'entretien routier..

**CASIMIR DJEZOU**